GRÈVE OU SERVICE ESSENTIEL ?

En ces temps de coupures et de réorganisations sauvages dans le milieu de la santé, faire la grève est la seule option susceptible de freiner le massacre. Or cette option comporte son lot de difficultés. Les lois venant encadrer toute tentative de débrayage, que ce soit la loi sur les services essentiels ou bien celle régissant les négociations des conventions collectives, sont faites sur mesure pour dissuader quiconque voudrait pousser l'exaspération face au saccage des services publics jusqu'à la révolte.

C'est dans ce contexte qu'est apparue l'idée de la grève inversée, mise de l'avant pour la première fois en décembre dernier et reprise depuis par plusieurs syndicats de la santé. Alors qu'il utilise la loi sur les services essentiels pour réprimer ceux et celles qui osent s'opposer aux coupures en adoptant des mandats de grève, le gouvernement n'assure même plus, en raison de ces coupures, le minimum de services requis par cette loi. Prendre aux mots un gouvernement qui ment comme il respire, tel que l'ont fait les initiatrices de la grève inversée, a permis de faire apparaître la vérité au grand jour : ce n'est pas le gouvernement, mais les

travailleuses et les travailleurs qui assurent le maintien des services essentiels. Il n'y a rien d'essentiel pour les bandits au pouvoir, rien sauf leur pouvoir. Les travailleuses de la santé, en revanche, se sacrifient à tous les jours, malgré les coupures de postes et l'augmentation drastique de la charge de travail, afin que ne s'estompe pas ce qu'il reste d'essentiel dans les services. Dans ce contexte, reprocher faire la grève à celles qui maintiennent les services contre un gouvernement qui s'en moque devient carrément indécent. Cela, nous ne le répéterons jamais assez : il n'y a pas à céder au chantage et à l'intimidation de ceux qui, hypocrites parmi les hypocrites, sont les seuls responsables du désastre en santé.

À partir de là, il devient possible d'aller beaucoup plus loin que la réflexion à l'origine de la grève inversée, en revendiquant le contrôle des services que le gouvernement veut confisquer par celles qui en assurent le maintien. C'est nous qui nous tuons à l'ouvrage pour assurer les services? Alors c'est nous qui déciderons comment nous allons les assurer, dans quelles conditions ils peuvent être assurés et si, oui ou non, la grève est nécessaire pour lutter contre l'imposition par le gouvernement de conditions inadéquates, voire inhumaines. Cela passe par la création de comités de mobilisation autonomes sur les milieux de travail, par l'investissement des assemblées générales en vue de proposer des mandats de grève, bref par l'instauration d'une démocratie des travailleuses et des travailleurs leur permettant de décider eux-mêmes, de décider elles-mêmes si la grève est possible ou si elle ne l'est pas.

PRINTEMPS 2015 .ORG